

Philippe Mettens n'a pas l'intention de jeter l'éponge

POLITIQUE SCIENTIFIQUE Evincé par Elke Sleurs (N-VA), l'ex-patron de Belspo évoque le détournement de pouvoir

Le bras de fer entre Philippe Mettens, ex-top manager du service public fédéral (SPF) de la Politique scientifique (Belspo) et Elke Sleurs, la secrétaire d'Etat N-VA à la Politique scientifique, se poursuit.

Patron de Belspo depuis douze ans, Philippe Mettens, par ailleurs bourgmestre PS de Flobecq, s'est vu signifier, deux semaines après son évaluation positive, qu'il ne serait pas reconduit dans ses fonctions. La raison officielle de ce refus ? Une modification du profil de la fonction de dirigeant de Belspo qui rend impossible la reconduction de Philippe Mettens dans ses fonctions. Pour celui-ci, la ficelle

est trop grosse : *« J'ai été évalué le 23 mars avec la mention "très bon". Et le 3 avril, le gouvernement décide de modifier, à l'arraché, le profil de mon poste. Le stratagème est évident : il permet à Elke Sleurs et au gouvernement d'échapper à l'obligation qu'ils avaient de m'engager. »*

Philippe Mettens est convaincu que son éviction à la tête de Belspo était programmée de longue date par la N-VA. Dans un entretien qu'il nous accordait la semaine dernière (*Le Soir* du 13 avril), il assurait qu'il disposait de documents prouvant la contribution de la N-VA au non-renouvellement de son contrat.

Ce week-end, il a révélé, factures à l'ap-

préciation, que le cabinet de la secrétaire d'Etat avait fait appel à des juristes ayant notamment facturé un montant 15.000 euros comme frais de consultations relatives à cette affaire.

« Nous avons utilisé au conseil d'Etat cet argument de détournement de pouvoir utilisé dans le seul but d'éviter un non-renouvellement de mon mandat. Aujourd'hui, je dispose d'éléments factuels qui étayent cette thèse. Je consulterai mes avocats sur l'opportunité d'introduire une action en annulation contre la décision du gouvernement », précise Philippe Mettens. Ce dernier n'a pas caché non plus ce week-end, lors du « Grand Oral » de la

RTBF que le fait qu'il soit francophone, assorti de son étiquette socialiste a un lien direct avec la décision de la Secrétaire d'Etat. Plus largement, Philippe Mettens précise que l'ensemble du gouvernement fédéral a avalisé la décision. Il rappelle que la coalition suédoise souhaite supprimer le SPF Politique scientifique, poussé dans le dos par la N-VA, qui veut démembrer des organisations fédérales dans lesquelles collaborent, de chaque côté de la frontière, toutes les universités du pays.

« Un assassinat programmé », résume-t-il en rappelant les 17.000 signatures recueillies jusqu'ici pour sauver Belspo. ■

DIRK VANOVERBEKE